

Personne ne parle aujourd'hui d'une psychose d'inflation. L'inflation existe vraiment. Je le répète, c'est la maladresse du budget en matière financière qui en est la cause. Elle découle de l'indécision du gouvernement en matière monétaire et de son insuccès à utiliser effectivement le mécanisme et les techniques monétaires dont il dispose pour enrayer le fléchissement continu de la valeur du dollar qui, si on n'y fait pas échec, pourrait nous conduire au bord de la faillite.

J'ai déjà dit que le ministre des Finances aborde le problème de l'inflation au Canada aujourd'hui d'une façon négative. Il ne tient aucun compte de l'augmentation de la productivité, il décourage l'expansion de la production, notamment en paralysant certains projets et permet à notre capacité de production de se tarir dans tout le pays. Voilà les fruits de l'attitude négative du gouvernement. Tout le monde admettra, monsieur l'Orateur, j'en suis convaincu, que la seule façon de faire disparaître les pressions inflationnistes au Canada c'est d'augmenter la productivité.

Une économie en expansion exige des disponibilités monétaires croissantes qui assurement une courbe de croissance assez soutenue. Pour travailler à plein, une économie exige le plein emploi des ressources humaines et matérielles. Mais ce n'est pas l'avis de nos ministres, partisans d'une politique d'argent serré, semblable à celle de 1956, qui a provoqué la régression de l'économie et retardé sa reprise. La pénurie de fonds, ce n'est pas la responsabilité des banques, des sociétés d'assurance ni des institutions prêteuses. La pénurie d'argent, c'est le résultat des politiques du gouvernement au pouvoir.

Si le gouvernement croit vraiment que l'argent serré peut combattre l'inflation, pourquoi alors n'explique-t-il pas sa politique aux Canadiens? Il n'ose pas faire face au problème ni en discuter et se cache derrière le blâme qu'on jette sur les banques et autres institutions prêteuses du pays. Cela est injuste envers les banques et crée une inflation superficielle s'ajoutant à l'inflation existante.

On sait que l'argent devient serré lorsque la Banque du Canada diminue les réserves en espèces des banques ou les stabilise, et que les clients des banques exigent plus de prêts. Il en résulte que l'argent et le crédit deviennent plus rare et, inévitablement, plus chers. Le long retard apporté à réviser la loi sur les banques est le principal facteur auquel on doit aujourd'hui l'existence d'une politique d'argent serré au Canada.

• (3.20 p.m.)

Depuis 1963, on parle de réviser la loi sur les banques. Ce projet jusqu'à ce jour n'a pas été mis à exécution et de ce fait les autres institutions de prêt n'ont pas grand intérêt à l'heure actuelle à affecter leur argent à des prêts hypothécaires. Ces institutions disposent sans doute de réserves en numéraire plus importantes qu'il est nécessaire. Je crois que les institutions financières veulent savoir quel sera leur sort après la révision de la loi sur les banques. L'adoption de cette mesure libérerait la masse monétaire. C'est seulement alors que les gens pourront obtenir des prêts pour la construction domiciliaire et l'aménagement urbain.

J'exhorte donc le gouvernement à adopter cette mesure le plus tôt possible, permettant ainsi aux banques et aux institutions de prêt de connaître les conditions de leur activité pour la prochaine décennie.

La politique d'argent serré nuit à ceux qui ont besoin à l'heure actuelle d'habitations. Elle nuit aux petits hommes d'affaires de notre pays; ce sont eux qui se trouvent pris dans l'étau. Dans la plupart des cas, ils ont affaire aux consommateurs et si ces derniers, par suite de l'inflation et du coût de la vie plus élevé, ne peuvent joindre les deux bouts, ne peuvent satisfaire leurs besoins matériels, comment pourraient-ils payer leurs dettes? Le chef de l'entreprise est donc pris dans l'étau financier et, à cause de la politique d'argent serré, il ne peut emprunter davantage aux institutions de prêt. Il ne peut donc agrandir son entreprise et, dans certains cas même, il doit réduire son activité car on ne lui paie pas ses produits.

Je suis convaincu qu'en augmentant la productivité nationale, en accroissant la quantité de denrées disponibles et en conservant des stocks qui suffisent raisonnablement à combler les exigences quotidiennes, on peut faire face aux poussées inflationnistes. Cependant, ce n'est pas la seule façon de juguler l'inflation.

J'exhorte vivement le gouvernement à étudier de nouveau ses politiques fiscales en tenant compte de la possibilité de les modifier afin de dissiper le danger d'inflation qui menace le pays à l'heure actuelle. Afin de poursuivre son essor, l'économie exige le plein emploi des ressources humaines et matérielles. Nous négligeons ceux dont le sort est le plus difficile à résoudre; ceux qui vivent présentement dans des flots de chômage élevé et de faible productivité.